

ACADEMIES DE BORDEAUX ET MONTPELLIER

CONCOURS EXTERNE TECHNICIEN DE RECHERCHE ET DE FORMATION

BRANCHE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE J : GESTION ET PILOTAGE

EMPLOI TYPE : GESTIONNAIRE EN GESTION ADMINISTRATIVE

SESSION 2016

DUREE DE L'EPREUVE : 3 HEURES

COEFFICIENT : 3

CONSIGNES A LIRE AVANT DE COMPOSER

- Vérifiez que votre sujet comporte bien 17 pages.
- Les réponses sont à apporter directement sur ce document.
- Ne pas dégrafer le document.
- Ne pas utiliser de crayon à papier.
- Les appareils électroniques doivent être éteints pendant la durée de l'épreuve. Le mode avion n'est pas accepté. Ils doivent être rangés et ne peuvent pas être laissés sur la table.
- Les calculatrices et documents/ouvrages ne sont pas autorisés.
- Pensez à respecter l'anonymat : ne signez pas vos réponses et ne mettez pas de signes, paraphes ou dessins qui permettraient votre identification.
- Certaines questions peuvent appeler plusieurs réponses dans la liste proposée.

1. L'insertion professionnelle fait partie des missions confiées par la loi aux universités
 - Vrai
 - Faux

2. Les présidents d'université sont élus pour :
 - 2 ans
 - 4 ans
 - 5 ans

3. Le conseil d'administration des universités comporte des élus et des personnalités désignées
 - Vrai
 - Faux

4. La validation des acquis de l'expérience permet de faire valider, en totalité ou en partie, un diplôme
 - Vrai
 - Faux

5. Que veulent dire LMD et ECTS ?
 - LMD :
 - ECTS :

6. L'HDR est :
 - L'habilitation à diriger des recherches
 - L'heure de redoublement

7. Le DU, diplôme d'université, est un diplôme national au même titre que la licence ou le master
 - Vrai
 - Faux

8. Les activités de recherche sont évaluées par :
 - L'ANR
 - le HCERES

9. Quelles peuvent-être les missions d'une Communauté d'universités et d'établissements (COMUE) ?

10. Les investissements d'avenir sont attribués :

- A toutes les universités
- Certaines seulement

11. Qu'est-ce qu'un professeur invité ?

12. Comment sont décidés les montants des droits d'inscription en licence et master ?

- Décret
- Décision du conseil d'administration
- Arrêté

13. Quelles sont les deux commissions qui composent le conseil académique ?

- -----
- -----

14. Au sein de l'université, quel est l'organe compétent pour les sanctions disciplinaires à l'égard des enseignants ?

15. Quelle est la différence entre un établissement ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies :

- Il gère sa masse salariale et dispose d'un plafond d'emplois Etat
- Il n'est plus soumis à l'accréditation

16. Qui peut annuler une décision réglementaire prise par un conseil d'administration :

- Le recteur dans le cadre du contrôle de légalité
- Le juge administratif

17. Quelles sont les trois possibilités de coopération entre des établissements d'un même site ?

- -----
- -----
- -----

18. Qui doit être saisi pour contester des élections à un conseil d'administration ?

19. Qu'apporte le statut d'étudiant entrepreneur ?

20. Selon l'article 20 de la Constitution française, qui dispose de l'administration ?

21. Quelle est la différence entre un projet de loi et une proposition de loi ?

22. Dans la hiérarchie des normes, les traités internationaux ratifiés et promulgués se situent au-dessus de la Constitution :

- Vrai
- Faux

23. Donnez une définition des opérateurs de l'Etat

24. Qu'est-ce que le principe de spécialité d'un établissement public ?

25. La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles reconnaît à ces dernières :

- des compétences dévolues aux conseils régionaux et départementaux
- une fiscalité propre
- une mission de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche
- la politique internationale des communes qui la composent

26. les conseillers départementaux sont élus pour

- 4 ans
- 5 ans
- 6 ans

27. La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a confié aux régions l'élaboration d'un schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Il détermine les orientations partagées par :

- Les universités et établissements de la région
- Les collectivités territoriales de la région

28. La loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions a ramené leur nombre en métropole à :

- 12
- 13
- 15

29. Quelle est la principale mission du Tribunal des conflits ?

30. Le juge des référés est saisi :

- En cas d'urgence pour juger au principal
- Pour suspendre une décision en attendant son jugement

31. Le ministère d'avocat est-il obligatoire au tribunal administratif ?

- oui
- non

32. Définissez le consentement à l'impôt

33. Citez les points essentiels de la loi organique du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques

34. Les parlementaires se prononcent-ils :

- sur l'ensemble du budget ?
- d'abord sur les recettes, puis sur les dépenses ?

35. Quel est, selon vous, le montant approximatif du budget général de l'Etat français en 2016 ?

36. Quel est, selon vous, le montant approximatif du déficit budgétaire prévisionnel de l'Etat français en 2016 ?

37. Que sont des AE et des CP ?

38. A l'égard de qui est compétente la cour de discipline budgétaire et financière ?

39. Lorsque le budget d'un établissement n'est pas exécutoire au 1^{er} janvier, quel montant de recettes l'ordonnateur peut-il ouvrir ?

40. Pourquoi la journée de l'Union européenne est-elle le 9 mai en mémoire de la déclaration Schuman ?

41. La devise de l'Union européenne est-elle :

- « unie dans la diversité »
- « fluctuat nec mergitur »
- « plusieurs peuples, une voix »

42. Qui détient le pouvoir législatif au sein de l'Union européenne ?

- Le parlement
- Le conseil
- La commission

43. Quelles sont les trois sources de financement de l'Union européenne ?

-
-
-

44. Les règlements de l'Union européenne doivent-ils être obligatoirement appliqués par les pays membres ?

- Oui
- Non

45. Le traité actuellement en vigueur entre les pays membres de l'Union européenne est :

- Le traité d'Amsterdam
- Le traité de Lisbonne
- Le traité de Maastricht

46. Qu'est-ce qu'une politique commune ?

47. Le programme européen Erasmus + concerne :

- Les étudiants
- Les salariés

48. Europass est :

- Un CV standard
- Une carte de train européenne
- Un traité transfrontalier

49. Décrivez brièvement les objectifs de la stratégie 2020

50. Un graphique de type "Secteurs" permet d'afficher :

- l'évolution d'une valeur dans le temps
- La part de chaque valeur par rapport au total
- Le pourcentage de plusieurs éléments d'un tout

51. L'écriture =si(A1;"OK";"KO") permet d'afficher "KO" dans la cellule si A1 vaut

- Positif
- Faux
- 0
- Négatif

52. D'après le code des relations entre le public et l'administration, article L112-11, un service doit-il accuser réception d'une saisie par voie électronique ?

- Oui
- Non

53. La netiquette est :

- Des règles obligatoires pour accéder à certains services d'Internet
- Un ensemble de lois votées par le parlement français
- Un guide définissant des règles de conduite et de politesse à adopter sur Internet

54. Quelle est la durée de temps de travail annuelle légale d'un agent de la fonction publique ?

55. « technicien », est-ce un corps ou un grade ?

56. Cochez les affirmations exactes dans la liste suivante.

- La signature électronique a la même force de loi que la signature manuscrite.
- Pour signer numériquement un courriel, j'utilise le certificat électronique fourni avec mon logiciel de messagerie.
- Le spam est interdit par la loi.
- Lors de la signature électronique, le numéro MAC de ma machine est enregistré et atteste que le document a bien été envoyé à partir ma machine.

57. Un fonctionnaire peut-il être licencié pour motif d'insuffisance professionnelle ?

- oui
- non

58. Le régime disciplinaire des fonctionnaires de l'Etat comporte 4 groupes. Citez les deux sanctions du 1^{er} groupe.

-
-

59. Pensez-vous que le principe "better done than perfect" utilisé par les start-up peut s'appliquer à la gestion des dossiers d'un service public ?

60. Quelles sont les caractéristiques d'un bureau virtuel ?

- Accessible de partout via un navigateur
- Simple d'accès
- Accessible à tout internaute
- Disponible tout le temps

61. A partir du texte ci-dessous, présentez, en Français, la définition du contrôle interne par le COSO et citez, en Français toujours, ses cinq éléments constitutifs

The internal control framework promulgated by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) is sponsored by, among other organizations, the American Institute of Certified Public Accountants and the Institute of Internal Auditors. COSO broadly defines internal control as a process, effected by an entity's board of directors, management and other personnel, designed to provide reasonable assurance regarding the achievement of objectives in the following categories: effectiveness and efficiency of operations; reliability of financial reporting; compliance with applicable laws and regulations.

The COSO internal control framework identified five interrelated components.

The control environment sets the tone of an organization, influencing the control consciousness of its people. It is the foundation for all other components of internal control, providing discipline and structure.

Risk assessment is the identification and analysis of relevant risks to achievement of the objectives, forming a basis for determining how the risks should be managed.

Control activities are the policies and procedures that help ensure management directives are carried out. They help ensure that necessary actions are taken to address risks to achievement of the entity's objectives.

Pertinent information must be identified, captured and communicated in a form and timeframe that enable people to carry out their responsibilities. Information systems produce reports, containing operational, financial and compliance-related information, that make it possible to run and control the business.

Effective communication also must occur in a broader sense, flowing down, across and up the organization. All personnel must receive a clear message from top management that control responsibilities must be taken seriously. They must understand their own role in the internal control system, as well as how individual activities relate to the work of others. They must have a means of communicating significant information upstream.

Internal control systems need to be monitored – a process that assesses the quality of the system's performance over time. This is accomplished through ongoing monitoring activities, separate evaluations, or a combination of the two*.

**source : site internet de UC Berkeley, présentation « Internal control framework »*

- -----
- -----
- -----
- -----
- -----

62. Question 2 : traduisez en Anglais le courriel suivant :

Cher Pr Moriarty, je vous confirme votre rendez-vous avec le Pr Holmes demain à 13h.
N'hésitez pas à me contacter pour toute question et pour m'avertir en cas de changement,
cordialement,

Cas pratique n°2

Silence vaut accord (SVA) introduit par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (loi DCRA) modifiée par la loi n°2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens.

La présente loi et les décrets associés ont instauré les principes non exhaustifs suivants :

- Le principe tel qu'il est désormais inscrit à l'article 21 de la loi DCRA modifiée est que le silence gardé par l'administration pendant 2 mois vaut acceptation, sauf exception et dérogations
- Le silence gardé pendant deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision d'acceptation. La liste des procédures pour lesquelles le silence gardé sur une demande vaut décision d'acceptation est publiée sur un site internet relevant du Premier ministre. Elle mentionne l'autorité à laquelle doit être adressée la demande, ainsi que le délai au terme duquel l'acceptation est acquise.
- la possibilité offerte au demandeur de se voir délivrer une attestation par l'administration en cas de décision implicite d'acceptation

Certaines demandes continuent de relever du silence vaut rejet, par exemple les demandes qui ne tendent pas à l'adoption d'une décision individuelle, les rapports entre les autorités administratives et leurs agents, les demandes d'aménagement des conditions d'examens pour un candidat présentant un handicap.

Cela a modifié ou a renforcé les procédures de décision ainsi :

- l'envoi d'un accusé de réception de la demande, prévu par l'article 19 de la loi DCRA devient une exigence essentielle, l'administration doit être en mesure d'établir avec certitude la date à partir de laquelle le délai commence à courir.
- Le délai au terme duquel, à défaut de décision explicite, la demande est réputée rejetée ou acceptée, ne court qu'à partir de la réception des pièces manquantes ou traduites ou légalisées.
- La liste des pièces manquantes et le délai fixé pour les produire figurent dans l'accusé de réception adressé à l'utilisateur (ou s'il a déjà été remis, communiqués par lettre au demandeur).

A partir des éléments contenus précédemment, vous répondrez aux cas pratiques suivants.

Gestionnaire dans un service de scolarité, vous êtes en charge de l'organisation de l'examen des commissions pédagogiques pour l'entrée en 2^{ème} année de licence. L'examen des dossiers (environ

4. Un étudiant en situation de handicap sollicite un aménagement d'épreuve, il reçoit un accusé de réception de sa demande en date du 1^{er} octobre 2016. Il se présente le 2 janvier 2017 à votre service afin d'obtenir une attestation de décision implicite d'acceptation. Que faites-vous ? justifiez votre réponse.

